

LES ROIS DE LA NUIT

TOME 3

LA POUDRE BLANCHE



Patrice HUETZ

Les Rois de la Nuit — La Poudre Blanche

Patrice Huetz

patrice-huetz.fr

© Patrice Huetz

Tous droits réservés. Toute reproduction, même partielle,
est interdite sans autorisation écrite de l'auteur.

patrice-huetz.fr · contact@patrice-huetz.fr

CHAPITRE 1

21 Avril 2002

Avril 2002 — Saint-Denis

Le soir du premier tour de la présidentielle 2002. Jean-Marie Le Pen au second tour. La dalle de la Tour du Levant regarde la télé collective depuis les fenêtres ouvertes. La stupeur.

Vingt-deux heures passées. Les résultats tombent. Le Pen. Second tour.

Sur la dalle, silence d'abord. Puis quelqu'un dit : « C'est une blague. »

C'est pas une blague. Ibra regarde par sa fenêtre. En bas les gens se regardent. Des mères avec des enfants dans les bras. Des pères qui tiennent leurs téléphones. Personne bouge pendant cinq minutes.

Puis quelqu'un crie. La cité commence à exprimer ce qu'elle ressent.

Ce que ça veut dire pour la cité : une partie de la France a dit que les gens comme eux sont le problème. Pas tous — l'arithmétique est compliquée, Le Pen a 17 pour cent. Mais 17 pour cent c'est des millions de voix qui disent que l'immigration, que le 9.3, que les visages comme les leurs, c'est la source des problèmes.

Ibra est assis dans son F2. Il écoute les réactions depuis la rue. Il pense à son père qui vote depuis vingt ans. À Fatoumata qui vote depuis ses dix-huit ans. À sa mère qui a attendu vingt ans pour la nationalité.

Il appelle Rachid. Rachid dit : « Je t'avais dit que voter ça sert à rien.

— C'est pas le moment de dire ça.

— C'est exactement le moment. Quand les gens votent pour quelqu'un qui veut nous foutre dehors, notre seul pouvoir c'est l'économie parallèle. »

Ibra dit : « L'économie parallèle paie pas les droits civiques.

— Les droits civiques payent pas le loyer. »

C'est une conversation ancienne entre eux. Ce soir elle est plus difficile qu'avant.

Le lendemain la France dans les rues pour Chirac. Même les gens qui détestent Chirac votent Chirac pour bloquer Le Pen. Ibra est dans la rue avec les autres.

Il vote. Pour la première fois depuis l'élection de 1995, il vote avec quelque chose qui ressemble à de la conviction — pas pour Chirac, contre quelque chose.

Le 5 mai, Chirac est élu à 82 pour cent. Le Pen écrasé.

Mais les 17 pour cent du premier tour sont toujours là.

Ibra n'avait pas dormi cette nuit-là.

Il était resté à sa fenêtre jusqu'à deux heures du matin, regardant ce qui se passait dans la cité en dessous. Les groupes qui se formaient, les discussions animées, les hommes plus âgés qui restaient debout longtemps après l'heure habituelle. La cité ne dormait pas non plus.

Il avait pensé à son père. Dramane Konaté avait voté le matin — il votait à chaque élection, sans faute, depuis qu'il avait obtenu la nationalité française en 1987. Il votait comme il allait au travail :

parce que c'était son droit, parce que c'était son devoir, parce que les choses qui se passaient dans ce pays le concernaient lui aussi.

Ce soir du 21 avril, le vote de Dramane avait servi à peu de choses.

Le lendemain matin, Ibra avait retrouvé son père dans la cuisine avant le départ au travail de celui-ci. Dramane buvait son café debout, ce qu'il faisait quand il avait quelque chose en tête.

— Tu as suivi les résultats ? avait demandé Ibra.

— Oui.

— Et tu penses quoi ?

Dramane avait posé sa tasse. Il avait regardé son fils pendant un moment.

— Je pense que c'est le pays dans lequel on vit. Pas un autre pays. Celui-là. Et dans ce pays, il y a des gens qui pensent que notre présence est un problème. C'est pas une surprise — je le savais depuis longtemps. Maintenant c'est compté, c'est visible.

— Et ça change quoi pour toi ?

— Ça change rien. Je vote toujours au second tour. Je vais au travail lundi matin. Je suis français et je resterai français même si 17 pour cent de mes compatriotes préféreraient que non.

Ce calme — cette façon de Dramane d'absorber les choses sans les laisser le briser — avait toujours impressionné Ibra. Même maintenant, même à l'âge qu'il avait, il y trouvait quelque chose d'enviable.

Le 5 mai, Ibra avait voté. La salle du bureau de vote à la mairie de Saint-Denis, les isolements en carton, le bulletin dans l'enveloppe.

Il avait glissé l'enveloppe dans l'urne avec un sentiment étrange — pas de la fierté civique exactement, quelque chose de plus aigu. Une revendication. Je suis là. Je compte. Même si certains préféreraient que non.

Chirac avait été élu à 82 pour cent.

La fête dans les rues avait été brève et légèrement amère — une fête contre quelque chose plutôt que pour quelque chose. Une victoire par défaut.

Mais le 21 avril restait. Les 17 pour cent restaient. Cette information sur ce que pensait une partie de la France restait, inscrite dans les mémoires de la cité comme une marque qu'on ne pouvait pas effacer.

Ibra avait réfléchi à sa propre relation à la politique dans les jours suivants.

Il avait toujours eu une position ambivalente. Il comprenait la politique, il la suivait, il lisait les journaux avec une attention que peu de ses contemporains dans le réseau auraient pu imaginer. Mais il avait aussi construit sa vie sur l'idée que la politique légale ne l'incluait pas vraiment — que les circuits parallèles dans lesquels il opérait étaient la réponse de ceux que la politique officielle avait laissés de côté.

Le 21 avril compliquait cette position.

Parce que si 17 pour cent des électeurs voulaient effacer ce qu'il était — non pas ce qu'il faisait, mais ce qu'il était, sa présence dans ce pays — alors la politique le concernait directement. Elle concernait Yasmine, qui grandirait dans ce pays. Elle concernait Fatoumata, qui défendait des clients dans des tribunaux de ce pays.

Il ne pouvait pas être totalement dans les circuits parallèles. Il était aussi dans le pays réel, avec tout ce que ça impliquait.

Rachid avait dit que l'économie parallèle était la réponse des exclus au système politique.

Ibra n'était pas entièrement d'accord. Il pensait que c'était une réponse — pas la seule, pas nécessairement la meilleure. Il pensait que Fatoumata, qui avait choisi le droit et qui était devenue avocate, avait une autre réponse disponible. Que Moussa, qui avait choisi l'ingénierie, en avait eu une autre encore.

Les réponses disponibles dépendaient du point de départ, de la chance, des circonstances. Il avait choisi la sienne. Il continuait à se demander si c'était la seule qu'il aurait pu choisir.

La réponse honnête était : probablement non. Avec d'autres circonstances, d'autres choix plus tôt. Mais avec les circonstances précises qui avaient été les siennes, il ne savait pas.

Ce doute l'habitait. Il ne le résolvait pas. Il vivait avec.

Fatoumata avait appelé Ibra le lendemain du 21 avril.

Elle n'avait pas dit bonjour. Elle avait dit : — Tu as regardé ?

— Oui.

— Et tu penses quoi ?

— Je pense que c'est le pays dans lequel on vit. Je pensais la même chose avant-hier soir. Maintenant c'est juste plus visible.

— Ça te met pas en colère ?

— Bien sûr que ça me met en colère. Mais la colère résout rien si on sait pas où la mettre.

Fatoumata avait eu un silence. — Je me suis inscrite au barreau l'année prochaine. Je vais faire du droit pénal. J'ai changé d'avis.

— Pourquoi le pénal ?

— Parce que les 17 pour cent, certains d'entre eux vont voter pour des lois qui vont toucher mes clients. Et les clients qui vont avoir besoin d'aide, c'est des gens comme nous.

Ibra avait compris. La colère de Fatoumata avait trouvé son canal. Elle l'avait mise dans le travail, dans le choix du droit pénal, dans la décision de défendre des gens que le système regardait avec suspicion.

Il ne pouvait pas lui dire qu'il admirait ça. Mais il l'admirait.

Le 21 avril avait eu un effet indirect sur le réseau d'Ibra qu'il n'avait pas anticipé.

Dans les jours suivants, l'atmosphère dans la cité avait changé. Les groupes dans les cours se formaient plus souvent, restaient plus

longtemps. Les conversations politiques qu'on n'entendait habituellement que pendant les élections s'étaient étendues au-delà. Des gens qui ne parlaient jamais de politique en parlaient maintenant.

Certains gamins que le réseau utilisait comme guetteurs avaient été moins fiables — présents physiquement mais mentalement ailleurs, énergies canalisées vers la colère politique plutôt que la vigilance opérationnelle.

Ibra avait noté ça sans le corriger directement. On ne contrôlait pas les humeurs collectives. On s'adaptait.

Il avait dit à Abdel d'être souple avec les plannings pendant deux semaines — donner un peu de marge, ne pas exiger la rigueur habituelle pendant que la cité digérait quelque chose.

C'était une forme de management humain. Tenir compte de ce qui se passait dans la tête des gens, pas seulement dans leurs actions.

Ibra était passé chez ses parents deux jours après l'élection.

Son père était dans le salon avec la radio allumée. Il écoutait France Culture — il préférait ça aux JT, disait qu'on y pensait plutôt qu'on y réagissait.

— Comment tu vas, Papa ?

— Je vais bien.

— Le vote...

— Je recommence dans cinq ans. C'est le principe du vote. On recommence.

Cette phrase avait quelque chose de l'entêtement tranquille qui caractérisait Dramane depuis toujours. Le monde pouvait donner tort à ses convictions, il les maintenait quand même. Pas par stupidité — par principe. Il avait décidé que la participation démocratique valait quelque chose même quand elle donnait des résultats difficiles. Il ne décommandait pas cette conviction parce qu'une élection se passait mal.

Ibra avait pensé : j'aurais voulu être aussi cohérent que lui. C'est peut-être la chose la plus difficile qui soit — maintenir ses principes

dans les moments où ils semblent les plus inutiles.

Le 1er mai, la manifestation contre Le Pen.

Ibra y était allé. Avec les autres — avec ses voisins de la cité, avec des gens du 9.3, avec des étudiants et des syndicalistes et des profs et tout le monde que le 21 avril avait décidé dans la rue.

Il avait marché dans le cortège pendant deux heures. Il n'avait pas de pancarte. Il marchait, c'est tout. Cette présence physique dans l'espace public, cette affirmation d'exister dans la rue de Paris comme citoyen parmi les citoyens — c'était sa façon de répondre au 21 avril.

Il pensait à Moussa qui aurait été là aussi. Moussa qui avait toujours cru en ces gestes collectifs.

Il avait marché pour lui aussi.

Le 21 avril 2002 avait été un test.

Pas pour la politique — pour lui-même. Il avait testé sa propre réaction à quelque chose de difficile : la découverte publique et chiffrée d'une hostilité qu'il avait toujours soupçonnée mais qu'il avait réussi à maintenir dans l'abstrait.

17 pour cent. C'était concret. Ça se calculait. Ça se représentait en millions de visages qui avaient voté pour quelqu'un qui voulait qu'il n'existe pas.

Il avait fait quoi de cette information ? Il avait voté le 5 mai. Il avait manifesté le 1er mai. Il avait continué à travailler sur sa sortie. Il avait été présent pour Yasmine le samedi matin.

La rage froide qui avait été la sienne la nuit du 21 s'était transformée en quelque chose de plus utilisable. En détermination. En urgence sur les choses qu'il voulait construire.

C'était la seule réponse disponible. Construire, malgré.

2002 était une année particulière pour le 9.3.

Depuis la Coupe du Monde de 1998, quelque chose avait changé dans la façon dont la banlieue se regardait. La France Black-